

Refonder la démocratie

Serge Depaquit

Trois élections dites intermédiaires ¹, mais néanmoins importantes, viennent de se succéder dans un laps de temps d'une année. Leurs résultats, très cohérents, confirment un constat déjà bien établi : le délitement fondamental du sens même de la pratique démocratique. La crise du système de représentation politique est aujourd'hui indéniable. D'une élection à l'autre, c'est en moyenne la moitié des citoyens qui se réfugie dans l'abstention par refus des pratiques politiques actuelles tandis que d'autres expriment leur rejet de la classe politique traditionnelle dans un vote massif en faveur du Front National. Au total ainsi se manifeste, sous des formes diverses, un sentiment à l'évidence majoritaire dans le pays qui se traduit par le délitement grandissant de la représentation politique.

Comment comprendre un tel ébranlement d'une pratique encore récemment considérée comme structurelle dans la construction du vivre ensemble?

Beaucoup des penseurs politiques les plus reconnus ont pendant longtemps semblé eux-mêmes en pleine déroute intellectuelle en se réfugiant dans des études d'intérêt secondaire (il faut bien continuer à publier), alors qu'il conviendrait de chercher à comprendre les logiques profondes d'un tel mouvement historique. Il y a bien eu quelques tentatives explicatives, mais qui attribuaient comme toujours de tels signaux à l'immédiateté voire au court terme, aujourd'hui à des difficultés économiques passagères ou à des fautes gou-

¹ Élections sur une année: municipales, européennes, départementales et régionales.

vernementales ou encore au pessimisme prétendu naturel des citoyens français. Il est vrai que très récemment quelques auteurs semblent prendre plus au sérieux l'ampleur de la crise démocratique, mais sans généralement dépasser ce constat par des réflexions susceptibles de briser le confort des idées reçues.

En fait cette décomposition du système politique de représentation relève de facteurs multiples qu'il conviendrait de chercher à mieux cerner.

La première donnée, étonnement peu prise en compte, concerne la durée du processus de crise de la démocratie qui a conduit à la décomposition actuelle : celle-ci s'est construite progressivement sur une période de trente ans (en gros à partir de la fin des années 1980 jusqu'à aujourd'hui). L'étude des chiffres montre que chaque élection a connu une montée régulière de l'abstention, qu'il s'agisse des présidentielles, des législatives, des municipales, des régionales ou des européennes (seule la présidentielle de 2007 échappe à cette dérive).

Ajoutons que contrairement à ce qui a initialement été dit, il ne s'agit pas d'une particularité française, mais d'une crise démocratique qui concerne toute l'Europe (et même au-delà).

Il ne s'agit donc pas d'un phénomène conjoncturel, mais d'une remise en cause du contrat social et démocratique. En fait les sociétés occidentales entrent dans une nouvelle donne : la période des Trente Glorieuses, avec ses taux de croissance élevés, est depuis longtemps terminée, et nous sommes assez vite entrés dans une aire sans vraie croissance qui va vraisemblablement se prolonger durablement.

Déjà, trois ans après l'élection de François Mitterrand, la gauche au pouvoir inaugure en 1983 la pratique d'une politique d'austérité. Le reste suivra: beaucoup des promesses électorales seront abandonnées et le nouveau gouvernement de gauche commencera à regarder du côté des pratiques économiques libérales chères au capitalisme mondial. Ces sché-

mas de pensée seront à l'origine d'un long enfermement des élites gouvernementales dans des logiques dont nous constatons aujourd'hui les conséquences.

On sait pourtant depuis longtemps que face à une dépression financière et économique, le seul moyen de recréer une dynamique est, non pas de serrer la vis des déficits, mais au contraire d'investir fortement dans du projet, surtout si les taux d'emprunt sont très bas comme aujourd'hui, et de commencer à résorber lentement la dette (un Etat peut le faire) lorsque la page de la crise est tournée. C'est ce qu'on nomme des politiques contra-cycliques (déjà utilisées dans le passé, notamment aux USA).

Mais le libéralisme économique est aujourd'hui aux commandes, d'où l'abandon de tout projet de transformation sociale et par voie de conséquence la montée de l'actuel désenchantement démocratique.

Il n'est pas étonnant qu'un tel contexte ait engendré les débuts de la perte de confiance de nombre de citoyens dans la pratique de la représentation politique : « ils ne font rien pour nous. »

D'autres désillusions suivront alors qu'aucune projection collective convaincante sur l'avenir ne sera venue redonner du sens à l'action publique ; d'où la montée progressive et régulière de l'abstention jusqu'à aujourd'hui.

Concernant les quatre élections (présidentielles, législatives, municipales et européennes), on peut constater, en moyenne, un doublement de l'abstention entre les années 1970 et 2000. Mais les résultats des élections récentes sont encore bien plus catastrophiques.

Aujourd'hui cette situation a toutes les chances de se prolonger si le pouvoir maintient le refus de toute mise en question de sa politique socio-économique qui a déjà fortement contribué à la montée d'un chômage que l'on devait réduire très rapidement selon les promesses démagogiques d'un président irresponsable. La même politique a déjà fortement contribué à la montée des inégalités sociales notamment au

dépend des couches populaires. Certes le phénomène est mondial, mais la France est très concernée par cette désagrégation sociale. A cet égard le débat engagé par Piketty sur ce thème est tout à fait essentiel et les mouvements sociaux doivent à l'évidence contribuer fortement à la généralisation d'un tel débat citoyen.

Il apparaît aujourd'hui clairement que nos sociétés risquent de se voir confrontées à la perpétuation d'une croissance économique faible commencée à la fin des années 74-75 (les deux chocs pétroliers).

Comment dans un tel contexte penser autrement les pratiques socio-économiques? Il faut pour cela accepter de reconnaître la pluralité des facteurs économiques à prendre en compte.

Les écologistes, le PSU et d'autres ont proposé depuis longtemps des approches non productivistes. Il est plus que temps de reprendre une telle démarche, non seulement dans le cadre d'acteurs militants acquis à cette optique, mais en fonction de ce que sont aujourd'hui les grands secteurs de l'économie et de leurs conséquences dans le domaine social.

Les tenants de la décroissance croient ainsi être capables de tenir le graal du fameux changement. Mais il faut se méfier des idées simplistes, si l'on veut avancer des propositions dans des domaines qui sont loin de l'être. Les sociétés dans lesquelles nous vivons, dominées par le capitalisme, ne vont pas changer du tout au tout et il est évident qu'une baisse significative de l'activité économique politiquement voulue, contribuerait à une baisse sans doute catastrophique de l'emploi, avec les conséquences sociales et politiques que l'on peut imaginer. Par ailleurs la nécessaire poursuite des politiques de réduction du temps de travail y perdrait tout sens positif. Pour ne devenir qu'une parade protectionniste face à la perte des emplois.

La réalité d'aujourd'hui est qu'il est préférable de ne pas tomber dans des baisses d'activité insupportables sans pour autant croire à un retour des mirages productivistes.

Par ailleurs la réalité des besoins est tout autre: il est par exemple devenu indispensable de réduire les consommations énergétiques, et à l'inverse, d'accroître nombre de productions ou d'aménagements écologiques devenus indispensables à la qualité de vie.

Mais ne nous y trompons pas, développer de véritables actions publiques susceptibles de changer la donne écologique demanderait de véritables moyens, incompatibles avec les politiques d'austérité.

La crise grandissante des systèmes d'autorité

L'Europe n'est pas une île et ce qui s'y passe entre en résonance avec les mutations qui traversent l'ensemble de la planète. C'est évidemment vrai de la crise économique, mais d'autres transformations fondamentales doivent être également prises en compte. Pour la première fois dans l'histoire un très grand nombre de pays de la planète connaît une crise des systèmes d'autorité dans des approches certes très diverses. Quelque soient les formes d'existence du pouvoir (du plus ou moins démocratique à des formes autoritaires voire carrément dictatoriales) on constate une généralisation de la mise en cause citoyenne des autorités gouvernementales. Celle-ci se manifeste partout, dans des temps et des formes très différentes autour de revendications spécifiques, mais de plus en plus souvent elles s'appuient sur une mise en cause directe du pouvoir politique, qu'il soit national, régional ou local.

On pourrait multiplier les exemples, ainsi la Chine qui pèse aujourd'hui d'un poids considérable dans les équilibres mondiaux est-elle, fait très nouveau, traversée par des mouvements populaires mettant en cause les pouvoirs politiques, notamment à l'échelle des divers États qui structurent la nation.

Ces mouvements populaires évoluent vers une prise de conscience plus politique. Ils sont certes encore bien faiblement structurés pour certains, mais très capables pour

d'autres de devenir une force directement gouvernante. Il en est ainsi de la Grèce avec Syriza et de l'Espagne avec Podemos. De même en Afrique du Nord, les mouvements citoyens massifs ont joué un rôle majeur dans le renversement des dictatures sans pour autant avoir les moyens de se transformer en forces gouvernementales.

Quelque soit la variété des situations, il n'en reste pas moins que la question du «qui dirige» est de plus en plus posée.

Parmi d'autres, l'évolution des niveaux d'instruction d'une partie considérable de la population joue certainement un rôle dans ces prises de distance populaires avec la représentation politique, aujourd'hui assez souvent perçue comme largement illégitime.

Là aussi le monde change et c'est ce qui fait sens avec la décomposition de pouvoirs que l'on croyait indestructibles.

Ces ébranlements des systèmes d'autorité ne peuvent être analysés comme de simples opportunités produites par l'accumulation temporelle de mécontentements qui certes existent. Il s'agit au contraire de crises systémiques, c'est à dire d'un ensemble de facteurs corrélés entre eux ; d'où la nécessité de chercher à mieux comprendre les différentes logiques qui sont à l'origine de cette perte de substance du rapport avec les citoyens qui sont censés les représenter, alors que la légitimité de leur fonction représentative est aujourd'hui fortement en question.

Quelques facteurs essentiels du délitement en profondeur du système de représentation politique.

1) L'évolution socio-économique du capitalisme de maturité et son lien avec la crise démocratique

Il apparaît aujourd'hui clairement que certains observateurs, au sein des sociétés occidentales commencent à s'interroger sur les prolongements possibles dans le temps de la

période à croissance faible, voire quasi nulle qui a suivi la fin des Trente Glorieuses.

Dans le même temps, on est passé d'un monde en expansion rapide à un contexte socio-économique proche de la stagnation ; on a pu observer une forte dégradation des conditions de vie, notamment au sein des couches populaires. Ainsi le taux de croissance du salaire net ouvrier qui s'était maintenu à 3,5 % l'an durant les Trente Glorieuses est tombé vingt ans plus tard à une moyenne de 0,5 % l'an. C'est ce même environnement qui a conduit à une rigidité croissante des structures sociales, tandis que les clivages sociaux existants à l'origine étaient très largement conservés voire accentués.

Il n'est pas étonnant qu'un tel contexte ait engendré les débuts de la perte de confiance de nombre de citoyens en la réalité de la représentation politique. D'autres désillusions suivront, aucune projection collective convaincante sur l'avenir ne venant redonner du sens à l'action politique d'où, dès cette époque, la montée progressive et régulière de l'abstention.

Aujourd'hui, cette situation a toutes les chances de se prolonger si le pouvoir continue à refuser toute mise en question de sa politique socio-économique. Celle-ci a déjà fortement contribué à la dégradation de la situation sociale, notamment des couches populaires, les plus concernées. La croissance des inégalités sociales est aujourd'hui le fait majeur de la dégradation du vivre ensemble, aussi bien à l'échelle mondiale (par exemple aux USA) que nationale.

L'exemple du chômage en France est particulièrement édifiant : les promesses répétées d'un président de la République enfermé dans ses mensonges, qui se croit autorisé à maintenir ceux-ci contre toutes les évidences et qui discrédite ainsi sa propre fonction.

De fait une réflexion approfondie s'impose quant au rôle majeur des politiques économiques libérales dans le délitement de la pratique démocratique.

2) *La crise démocratique et le présidentielisme*

Le fait d'utiliser un bulletin de vote ne suffit pas à garantir le contenu démocratique d'un vote. Beaucoup d'exemples étrangers sont à cet égard très parlant, depuis la tricherie la plus simpliste jusqu'à la manipulation la plus subtile.

On peut par exemple participer à un vote apparemment démocratique, mais sans que soit perçue la réalité de l'enjeu. C'est ainsi que la loi française se traduit dans les faits par la désignation d'un monarque qui décide de tout et demeure irresponsable pendant toute la durée de son mandat. Cette irresponsabilité peut même se prolonger ultérieurement par accord tacite à l'exemple du cas Chirac ².

Le système institutionnel français n'est dans ses fondements qu'une monarchie électorale peu conforme aux principes démocratiques et au fond peu adaptée aux enjeux du monde actuel. C'est par exemple l'affaiblissement du rôle d'un Parlement, à la fois trop nombreux et écrasé par l'autoritarisme du système présidentiel. Le culte du chef suprême, supposé résoudre tous les problèmes, est une vision de la décision extrêmement primaire, car nous vivons dans un monde complexe qui a besoin de la pluralité de compétences et de diversité des légitimités si l'on souhaite générer les cohérences indispensables à la qualité du vivre ensemble.

On a longtemps fermé les yeux sur la logique d'un tel choix, qui évidemment rassurait autant les élus que les intellectuels proches du pouvoir soucieux de conserver leur situation sociale. Mais, face à la violence du désarroi démocratique, quelques questions commencent à s'imposer : ce système de monarchie électorale est-il aujourd'hui pertinent face aux évolutions du monde qui nous entoure ? A cet égard la montée électorale de l'extrême droite devrait inciter à la réflexion sur la qualité démocratique des systèmes institutionnels mis en place à une autre époque.

2 Ghislaine Ottenheimer: *Poison présidentiel*, Albin Michel, 2015

Sauf à demeurer cynique et inconscient, force est de constater que l'actuelle monarchie offre un boulevard incitatif à tous les démagogues de la politique disposant de moyens et d'un talent suffisant. Le Front National a bien perçu tout l'intérêt qu'il pouvait trouver dans un tel système, qui pourrait accoucher un jour d'une situation gravissime pour la démocratie.

3) Le bipartisme, une longue pratique aujourd'hui dépassée

Le système dit «en alternance» entre forces gouvernantes est très largement pratiqué en Europe. Il s'agit d'un moyen de conserver les mêmes au pouvoir dans la durée tout en affirmant des convictions démocratiques.

La Grèce en fut longtemps le modèle : il suffisait d'alterner gauche et droite à la direction du pays. Les politiques menées avaient plus que des atomes crochus et les dirigeants de chaque camp avaient un avenir assuré. Ce qui en Grèce a permis à la famille Papandréou (du père au fils) de devenir célèbre dans le monde en tant que présidents alternés. La France pratique toujours le même système qui rassure beaucoup les leaders du Parti Socialiste et de la droite classique, seuls bénéficiaires. Ce système est dans sa conception et ses pratiques fondamentalement antidémocratique. Bien avant la période électorale, tous les moyens d'information (presse, sondages, etc.) sont concentrés sur les seuls vainqueurs possibles de l'élection. Ceux-ci sont généralement présentés d'entrée de jeux comme les seuls qualifiés par leurs compétences (en fait des années passées dans les ruelles du pouvoir), d'où une accentuation du vote utile manipulé par les sondages.

Mais ce système bipolaire est aujourd'hui remis en question dans plusieurs pays européens par les retombées de la crise démocratique. Le refus grandissant de trouver toujours les mêmes au pouvoir a favorisé l'émergence d'alternatives démocratiques en Grèce et en Espagne, mais aussi des politiques de rejet, type Front National, ce qui est très inquiétant.

Aujourd'hui le bipartisme s'effondre et c'est une bonne chose, mais le tripartisme qui s'annonce est encore plus préoccupant, car la percée du Front National va modifier profondément les enjeux de la campagne présidentielle : on ne parle plus de politique, mais du Front national.

4) La crise des partis de gouvernement

C'est l'autre volet de la crise démocratique : celle-ci ne se limite pas à l'abstention de la moitié de l'électorat, ni à l'expression d'un très fort rejet politique à 25 % des votants mobilisés par le Front National.

Ce lourd constat est en effet aggravé par la mise en évidence d'une crise majeure des partis dits de gouvernement, c'est à dire des instances et des acteurs qui détiennent en France la totalité du pouvoir depuis près de quarante ans. Ces partis sont en effet les plus fortement atteints par la montée drastique de l'abstention comme l'a montré Pierre Martin³. Autrement dit ceux qui gouvernent sont perçus comme responsables de politiques qui doivent être sanctionnées.

Un tel phénomène est d'une signification politique considérable : la montée de l'abstention n'est ni conjoncturelle ni transitoire, mais le produit de la décomposition dans le temps du sens de la politique en tant qu'actrice du changement social.

On peut en effet rappeler que la politique au vrai sens du mot doit se situer à l'intersection de l'histoire et de la projection sur l'avenir. Si elle se situe ailleurs elle perd toute crédibilité comme actrice du changement et risque de se réduire à une foire aux ambitions.

Il est frappant que le parti socialiste n'ait plus rien à proposer de substantiel concernant les enjeux majeurs auxquels la France et l'Europe sont confrontées. Sur le fond, seul existe le ralliement aux thèses libérales, véritable pensée unique

3 Pierre Martin : «Le déclin électoral des partis de gouvernement et le rapport des citoyens à la politique», *Les débats de l'ITS* n° 1, 2015

imposée par l'Allemagne à la majorité des partis européens gauche et droite confondus. Il est vrai que quelques refus commencent à exister ; espérons que ces nouvelles données pourront tenir dans la durée et entraîner d'autres émancipations. En France le gouvernement, confronté au chômage de masse, semble attendre tranquillement une relance économique à l'échelle mondiale initiée par les américains. Au-delà, les thèmes traditionnels à dimension sociale ont quasiment disparu, alors qu'un parti qui s'affirme de gauche devrait bien avoir quelque chose à dire sur les mutations du capitalisme, avec les conséquences sociales que l'ont sait: croissance des inégalités sociales, mise en œuvre de la réduction des droits sociaux par le biais de divers pactes, etc.

Le parti socialiste est aujourd'hui pleinement intégré aux politiques de droite imposées par l'Europe, avec ses conséquences économiques actuelles. D'où dans le même temps une crise partidariaire jusqu'ici jamais égalée. C'est ainsi que le PS a perdu près de la moitié de ses adhérents en quelques années (ce qui s'est retrouvé dans le vote des motions du Congrès). Par ailleurs, selon un sondage Harris Interactive, seulement 14 % des Français se reconnaissent dans le PS. Le Parti Socialiste est aujourd'hui une formation qui s'enfonce dans son propre vide et qui semble ne plus avoir d'avenir tant les chances de renouvellement sont à l'évidence absentes.

L'ancienne UMP est dans une situation aussi grave.

Cette crise partidariaire, forte en France (à l'exception du Front National), n'est pas isolée en Europe. La social-démocratie européenne est également en perte de projets avec des conséquences sur le fond généralement très similaires à la crise française.

Redonner vie à la démocratie

Rendre sens à la démocratie pose une question centrale, c'est celle de la décision: comment celle-ci est-elle conçue, construite, adoptée et mise en œuvre?

A partir de là il convient de respecter le sens des mots : la démocratie, c'est littéralement le pouvoir du peuple. Que devient un tel fondement dans un monde complexe ? Le principe de la représentation, par le biais de l'élection, a longtemps fourni la réponse. Mais la situation actuelle montre à l'évidence que cette réponse est trop courte pour répondre aux questions que pose la crise actuelle, car c'est précisément la représentation politique qui est aujourd'hui remise en cause, comme le montre Dominique Rousseau ⁴ dans son ouvrage *Radicaliser la démocratie*. Mais d'autres moyens d'expression de la demande sociale existent comme l'ont montré déjà plusieurs auteurs (Rosanvallon, etc.).

Vu la profondeur de la crise démocratique, les réformes nécessaires ne sauraient se contenter de simples aménagements. Remettre le peuple au centre de la décision est le seul moyen de rendre sens à la démocratie ; pour cela des voies existent. En quoi peuvent consister de telles démarches ? En exploitant la réalité moderne de la décision. Cela peut se traduire dans l'image toute théorique du triangle : la décision se construit dans un champ délimité par trois pôles (la triangulation) ; à un sommet on trouve l'État sous ses diverses formes, à un autre le marché et les entreprises, à un troisième les citoyens et la société civile. Là est la source d'une possible régulation démocratique, chacun pensant en fonction d'une logique dominante : pour l'État, c'est la gestion ; dans le cas de l'entreprise, c'est le profit ; pour les citoyens et la société civile, ce sont les valeurs. Il ne s'agit ici que d'une image, la réalité est forcément complexe, différenciée. C'est celle des contenus concrets des processus décisionnels qui devraient évidemment s'appuyer sur les outils démocratiques existants, par la création d'espaces publics délibératifs.

C'est bien une démocratie délibérative, c'est à dire qui implique la participation à la décision dans le cadre d'un « processus décisionnel ».

⁴ Dominique Rousseau : *Radicaliser la démocratie. Propositions pour une refondation*, Le Seuil, 2015

Les processus décisionnels évoqués ici devraient évidemment s'appuyer sur les outils démocratiques existants : conseils de quartiers, conseils de développement, dispositifs d'évaluation démocratique, observatoires de la démocratie, jurys citoyens, questionnaires interactifs, etc. Cependant ceux-ci souffrent bien souvent de leur vieillissement et une réflexion doit être entreprise afin de redéfinir leurs champs d'action comme leurs finalités pour que soit mieux prise en compte la réalité des attentes du corps social. La notion même de proximité devrait être revisitée ainsi que l'éclatement des lieux de la décision dans l'emboîtement des échelles territoriales. La trop grande institutionnalisation d'un certain nombre de ces outils démocratiques est elle-même en question, d'autant que ces dispositifs doivent construire leur audience dans un contexte de désenchantement démocratique.

Les moyens cependant existent à l'image de la pratique des budgets participatifs (dans la conception latino-américaine), véritables instruments du partage du pouvoir dans un champ de la décision aussi essentiel que la dimension financière de l'activité territoriale. C'est d'une gouvernance à contenu démocratique dont il est ici question bien loin des interprétations technocratiques que l'on rencontre généralement.

C'est la conception de l'action publique qui doit être questionnée, d'autant que l'évolution de la décision en processus différenciés permet l'émergence de nouvelles potentialités favorables à l'implication citoyenne. Encore faut-il sortir des sentiers battus et accepter d'œuvrer dans l'esprit novateur qui a sous-tendu la démarche du socialisme autogestionnaire. Or nous sommes confrontés à une conception archaïque du pouvoir. C'est cela qui doit changer afin qu'existe une véritable démocratie délibérative.

Conclusion

La démocratie est en plein délitement et ses fondements sont aujourd'hui en question. Depuis plusieurs dizaines

d'années, tout ceci était largement prévisible, mais sans qu'une alerte des élites ait existé. Il est plus que dangereux de maintenir le silence, car, si la conscience reste atone, la dégradation du système va inévitablement se prolonger, voire s'amplifier.

Il y a donc une vraie révolution démocratique à opérer si l'on veut redonner du sens à la démocratie.

Les auteur-e-s

Alain Bertho, anthropologue, est directeur de la Maison des sciences de l'homme de Paris-Nord et directeur du Master Villes et nouveaux espaces européens de gouvernance à l'Institut d'études européennes de l'Université Paris-VIII. Il vient de publier : *Les enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*, La Découverte, 2016.

Roland Cayrol est directeur du Centre d'études et d'analyses (Cetan) et directeur de recherche associé à la Fondation nationale des sciences politiques au Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). Il a publié notamment : *Sondages, mode d'emploi*, Presses de Sciences-Po, 2000 et *Tenez enfin vos promesses ! - Essai sur les pathologies politiques françaises*, Fayard, 2012

Patrice Cohen-Seat, avocat, directeur de campagne de Marie-Georges Buffet en 2007, ancien conseiller d'arrondissement de Paris 9^{ème}, Président d'Espaces Marx, a notamment animé un groupe de travail sur les institutions et publié : *Pour une démocratisation permanente de la République*, Paris, 2001.

Serge Depaquit, chercheur au CNRS, militant politique et associatif, s'intéresse tout particulièrement aux thèmes de la démocratie délibérative, du mouvement social, mais aussi du développement durable. Il a été membre de l'Adels (Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale). Il a publié : *Renouveler la démocratie... oui, mais comment ?*, ADELS, 2005.

Hélène Hatzfeld est maîtresse de conférence à l'Institut d'Études Politiques de Paris et enseigne les sciences humaines et sociales à l'École nationale Supérieure d'architecture de Lyon. Elle participe au laboratoire Lavue (Laboratoire Architecture Ville Urbanisme) UMR CNRS 7218. Elle a publié notamment : *Faire de la politique autrement – les expériences inachevées des années 1970*, ADELS-Presses universitaires de Rennes, 2005.

Daniel Richter, syndicaliste et militant politique a été salarié de Renault à Flins-sur-Seine, et membre de l'Union parisienne CFDT des syndicats de la métallurgie. Il a été l'un des fondateurs du CEFY (Collectif Etrangers-Français en Yvelines).

Michèle Riot-Sarcey, professeur d'histoire contemporaine à l'université Paris-VIII-Saint-Denis, elle travaille sur l'histoire politique du XIX^e siècle, les utopies, le féminisme et le genre. Elle vient de publier : *Le procès de la liberté*, La Découverte, 2016.

Emmanuel Terray, anthropologue et militant politique, a confronté sa propre histoire et ses engagements aux problèmes sociaux que génèrent nos sociétés contemporaines, en particulier la question des travailleurs « sans papiers ». Il est, notamment, l'auteur de : *Immigration : fantasmes et réalités*, avec Claire Rodier, La Découverte, 2008, et de *Penser à droite*, Galilée, 2012.